

L'état de la désunion

Jean-Claude Juncker et Donald Tusk ont présenté leurs visions radicalement différentes – de l'Europe.

Pas une seule petite blague, ni dans le texte publié ni dans le prononcé. A peine une répartie de trois mots au chahut habituel des populistes et de l'extrême droite, alors qu'il se fait d'habitude un plaisir à les rabrouer longuement. Et pas de conférence de presse, afin de ne pas brouiller le message... Pour prononcer son deuxième « discours sur l'état de l'Union européenne », une Union que le Royaume-Uni a décidé de quitter, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a tout fait mercredi pour souligner la gravité de l'heure. Et plutôt que les 60 à 70 minutes maximales que son entourage lui avait demandé de respecter, c'est un discours serré de trois quarts d'heure qu'il a prononcé face à l'hémicycle strasbourgeois où se réunissait le Parlement européen. ■

- Alors que le président de la Commission européenne prononçait son discours sur l'état de l'Union, le président du Conseil, qui représente les Etats, envoyait dans toutes les boîtes sa vision alternative.
- Deux conceptions radicalement opposées.

SUITE DE LA PAGE 1

STRASBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Depuis l'an dernier, où il avait déclaré qu'il n'y avait « pas assez d'Europe dans cette Union et pas assez d'union dans cette Europe », pas grand-chose n'a changé, a reconnu Juncker. Ou alors en pire, au vu de la « crise existentielle » que traverse l'UE. « Jamais encore je n'ai vu de terrain d'entente aussi réduit entre nos Etats membres », et « jamais encore je n'avais vu de représentants des institutions de l'Union fixer des priorités aussi différentes, parfois en opposition directe avec les gouvernements et les parlements nationaux », a reconnu Juncker.

Mauvaise image à l'intérieur et à l'extérieur

Juncker a pointé encore deux mises en cause majeures. A l'intérieur : « les Européens sont fatigués des petites jalousies entre Etats et entre institutions, des petits mensonges et des petites manigances. » Et à l'extérieur, « les questions [sont] beaucoup plus nombreuses que les réponses que nous avons à offrir » à nos partenaires : sur l'engluement de l'Europe dans une faible

croissance, sa capacité à conclure ou ratifier des accords...

On ne résoudra pas les problèmes – chômage, inégalités, crise des réfugiés – avec « un discours de plus » (le sien) ou « un sommet de plus » (celui de vendredi à Bratislava). Il faut « une vision à long terme » et « quelqu'un qui gouverne ».

Qui a la vision et qui gouverne l'Union ?

Alors que les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement se réunissent dans deux jours dans la capitale justement pour tenter d'élaborer une nouvelle vision, et que certains d'entre eux estiment que ce sont eux qui doivent conserver le contrôle du gouvernement de l'Europe, Juncker répond anticipativement : « La Commission dessinera cette vision pour l'avenir dans un livre blanc pour mars 2017. »

Quant à qui gouverne, le président de la Commission a livré sa réponse sous forme d'un plan d'action de sa Commission pour l'année prochaine. Un plan, expliquait son entourage, que Juncker a élaboré en choisissant dans les nombreuses demandes ou attentes qui lui ont été trans-

mises par les Etats, les projets recueillant le plus de consensus. Des projets pour une Europe « qui protège, qui défend, qui préserve le mode de vie européen, et qui prend ses responsabilités » (Voir ci-contre).

Revenant au sombre constat du début, le président de la Commission a conclu par une belle envolée : « J'appelle à notre volonté de dépasser les différences et les clivages. L'histoire ne retiendra pas nos noms. (...) Ne nous rendons pas coupables d'erreurs qui mettraient fin au rêve européen. »

Le rêve européen ? C'est bien une dimension dont est totalement dénué ce qui est passé pour le « contre-discours » du jour : la lettre d'invitation du président du Conseil européen Donald Tusk aux 27 chefs d'Etat ou de gouvernement pour le sommet informel de

Bratislava. Une lettre d'ordinaire assez brève, qui annonce l'agenda et les thèmes autour duquel doit se dérouler la rencontre. Mais, pour le coup, c'est son diagnostic et sa vision de l'Europe, élaborés sur base de ses propres rencontres avec les dirigeants européens, que le Polonais a livré comme pour contrebalancer instantanément le message de Juncker.

« L'UE, un obstacle à la stabilité et la sécurité »

C'est peu dire que les visions divergent. Beaucoup plus dur dans le constat, Tusk estime que « *les peuples d'Europe veulent savoir si leurs élites politiques sont encore capables de restaurer le contrôle d'événements et processus qui les dépassent, les désorientent et parfois les terrifient* ». Et le président du Conseil a cette phrase qui en surprendra plus d'un : « *Aujourd'hui, beaucoup de gens pensent qu'être membre de l'UE constitue un obstacle à la stabilité et à la sécurité.* »

Alors que Juncker a à peine évoqué la crise des réfugiés, pour réaffirmer sa conviction que le partage de la charge est « *essentiel à l'idée européenne* », Tusk fait de la « *crise migratoire* » et de l'incapacité des gouvernants à la gérer le « *point tournant* ». « *Nous devons démontrer à nos citoyens que nous sommes volontaires et capables de les protéger*

d'une répétition du chaos de 2015 », écrit le président du Conseil, lequel ne mentionne pas une seule fois le terme « *réfugiés* ».

Comme Juncker l'a dit presque dans les mêmes termes, Tusk affirme que « *nous ne changerons pas l'UE en un Etat unique* ». Et s'il prône aussi « *une meilleure coopération les uns avec les autres* », il débouche sur une vision radicalement opposée à l'idée européenne telle qu'elle est défendue par Juncker : « *Mes discussions avec vous montrent clairement que donner de nouveaux pouvoirs aux institutions européennes n'est pas la recette souhaitée. Les électeurs nationaux veulent plus d'influence sur les décisions de l'Union.* » Ce qui implique – et là le Polonais rejoint le Luxembourgeois – que les gouvernements prennent leurs responsabilités plutôt que de rejeter éternellement les fautes sur « *Bruxelles* ».

« La clé est dans les capitales »

Mais dans le débat sur la dynamique et l'équilibre des pouvoirs dans l'UE, la conclusion de Donald Tusk est sans appel, et s'aligne sur les positions habituelles des pays nordiques et d'Europe centrale, en somme les plus récents membres du club : « *La clé d'un équilibre sain entre les priorités des Etats membres et celles de l'Union réside dans les capitales. Les institutions européennes devraient soutenir ces priorités, et non imposer les leurs.* » Rappelons que si la Commission propose, ce sont les Etats et le Parlement européen élu qui adoptent ou rejettent les propositions. Une vision qui est l'exact contraire de la traditionnelle « *méthode communautaire* », où ce sont des institutions communes qui sont censées identifier le bien commun et proposer la voie pour l'atteindre... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

LES ÉLÉMENTS DU DISCOURS DE JUNCKER

Un « Corps européen de solidarité » de jeunes

C'est une incursion surprenante dans le discours de Jean-Claude Juncker. Le président de la Commission a en effet révélé son intention, ferme, de mettre en place un « *Corps européen de solidarité* » : « *Les jeunes de toute l'Union pourront proposer leur aide là où elle sera le plus utile, pour répondre aux situations de crise, comme la crise des réfugiés ou les récents tremblements de terre en Italie.* » Concrètement, l'idée est donc de mettre en place un vaste portail web où les jeunes de moins de 30 ans, en recherche de projet, d'engagement, ou d'emploi, pourront s'inscrire, d'une part. Tandis que, d'autre part, des ONG, des administrations locales voire des entreprises engagées dans le social y lanceront des appels au volontariat ou des propositions d'emplois. Les projets en question, qui iront de deux mois à un an, concerneront autant des défis de long terme (lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale, la santé) que des situations de crise. Le « *Corps* » s'appuiera sur les structures existantes, comme le Service volontaire européen (EVS) et sera financé par les fonds qui y sont déjà alloués. L'idée, lancée par la commissaire européenne à l'Emploi, Marianne Thyssen, le commissaire à l'Aide humanitaire Christos Stylianidis et le commissaire à l'Education et la Culture Tibor Navracsics, devrait se matérialiser d'ici la fin de l'année et Jean-Claude Juncker vise 100.000 volontaires à l'œuvre d'ici 2020. Le Corps européen de solidarité s'inscrit dans un double chantier, nous explique-t-on : réduire le chômage des jeunes, mais aussi mettre en place une « *réserve* »

de volontaires mobilisables et offrir à la jeunesse l'opportunité de s'engager dans la société européenne.

E.B.L.

Numérique : ne pas se laisser distancer une fois encore

Toujours à la traîne, l'Europe numérique ? Une triste réalité, hélas ! Cela fait bien longtemps que le Vieux Continent ne dicte plus le tempo de l'innovation dans les technologies de l'information et de la communication. On le sait, les géants du secteur battent surtout pavillon de la Silicon Valley californienne (Google, Apple, Facebook, Amazon...) ou de la Corée du Sud (Samsung, LG). La Commission européenne a donc décidé de donner un coup d'accélérateur à la numérisation des 28. Pour Jean-Claude Juncker, cela doit passer notamment par une adaptation de la législation sur les droits d'auteur, qui permettra de mettre fin au géoblocage sur internet (contenus audiovisuels non accessibles en dehors du pays d'origine). La Commission veut surtout stimuler l'investissement dans le haut débit pour préparer l'Union à la cinquième génération de téléphonie mobile (5G) – dont le lancement commercial mondial aura lieu en 2020. L'objectif est d'assurer une meilleure connectivité internet des citoyens et des entreprises. Mais il en coûtera aussi 500 milliards d'euros dans les dix prochaines années : une somme colossale pour les opérateurs de télécoms que la Commission veut inciter à investir en améliorant le cadre réglementaire sur les conditions d'accès au réseau. Autre promesse de Jean-Claude Juncker : le plan Wifi4EU afin d'équiper jusqu'à 8.000 villes européennes de réseaux wifi publics gratuits. Autant d'initiatives qui visent à créer un véritable marché unique numérique en Europe. Une aubaine pour les consommateurs. Mais aussi pour les

entreprises : un tel déploiement de réseaux à très haut débit devrait permettre de créer plus de trois millions d'emplois, assure la Commission. Reste à voir si les géants non européens ne seront pas les premiers à profiter de cette connectivité améliorée pour asseoir un peu plus leur leadership sectoriel.

BERNARD PADOAN

Eviter que le Pacte de stabilité soit un obstacle à la croissance

Depuis que Marianne Thyssen, la commissaire (belge) aux Affaires sociales, a évoqué la semaine dernière que le moment était venu de procéder à une « *évaluation* » du Pacte de stabilité et de croissance, bible de la rigueur budgétaire européenne, la rumeur avait enflé : Jean-Claude Juncker allait-il rouvrir la question, comme la gauche le demande depuis longtemps ? Une bonne source précisait toutefois : jamais le président n'allait proposer de « *révision* » du Pacte dont il fut l'un des auteurs. Tout simplement parce que « *le Pacte contient toute la rigueur et toute la flexibilité nécessaires* ». Juncker s'est en fin de compte limité à souhaiter mercredi que « *le Pacte ne soit pas un obstacle à la croissance* ». Le Soir est retourné demander une explication de texte à Marianne Thyssen. « *Les Etats ont réalisé beaucoup d'efforts budgétaires et de réformes. Mais ils doivent aussi investir. Il faut donc voir s'il n'y a pas moyen de créer un peu plus d'espace pour les investissements.* » Mais pas question pour la commissaire d'abandonner la responsabilité budgétaire : « *Trop de dette, c'est un problème. Et l'évolution de la démographie reste une hypothèque sur nos comptes futurs.* » Mais la Belge préconise une évaluation « *par des techniciens* » pour savoir s'il existe des marges pour permettre plus d'investissements publics. « *Certains au collège sont ouverts à la discussion.* »

En Belgique, la demande des gouvernants porte surtout sur un assouplissement des règles d'inscription des partenariats public privé (PPP) dans la comptabilité publique. Des règles fixées par Eurostat, sous la tutelle administrative de Madame Thyssen. « Nous faisons beaucoup pour rendre plus

claires et plus transparentes des règles qui sont souvent mal comprises par les acteurs publics », explique la commissaire. Laquelle ajoute qu'elle perçoit souvent dans les plaintes venant de Belgique « la seule volonté de sortir ces PPP des comptes publics ».

J.KZ

QUATRE THÉMATIQUES

Commerce : Juncker a soigneusement évité de prononcer le mot « TTIP »

L'accord commercial en cours de négociation avec les Etats-Unis est devenu un épouvantail aux yeux d'une forte frange de l'opinion publique et, dès lors, pour certains politiques (François Hollande en France ou Sigmar Gabriel, le ministre allemand de l'Economie, par exemple). Par contre, Juncker a exploré la conclusion définitive du CETA, l'autre accord commercial majeur de l'UE, dont la négociation est bouclée avec le Canada. Un accord également controversé, du côté des « anti- », mais plébiscité par les leaders politiques : comme le dit Juncker, on ne peut pas faire marche arrière. « L'accord commercial entre l'UE et le Canada est le meilleur accord, et le plus progressiste, jamais négocié par l'UE. Et je travaillerai avec vous. » (Ph.R.)

Investissements : pour la relance d'une économie européenne quasi léthargique

Las. Le plan d'investissement qui porte son nom – le Plan Juncker –, et la politique monétaire très souple de la Banque centrale (BCE) ont eu peu d'effet jusqu'à présent sur l'économie. Juncker a donc annoncé vouloir doubler la capacité financière du plan d'investissement. « A l'horizon 2022, le fonds pourra atteindre 630 milliards d'euros, a-t-il dit. Ce fonds, financé au départ par le budget européen et la Banque européenne d'investissement à hauteur de 21 milliards d'euros, doit attirer des investisseurs privés souhaitant financer des projets dans différents secteurs d'activité. » En reprenant ce même modèle, Juncker a aussi annoncé le lancement d'un nouveau fonds, pour l'Afrique et des pays voisins, afin de lever 44 milliards d'euros. (F.M.)

Dumping : « Un même salaire pour un même travail au même endroit »

« Les travailleurs doivent recevoir le même salaire pour le même travail au même endroit », a clamé Juncker, lequel précisait que « l'Europe n'est pas le Far West ». Si le président de la Commission a rappelé que « son » institution soutenait la proposition de directive sur le détachement des travailleurs, il a omis de dire que tout le monde ne l'entendait pas de cette oreille. Poussé par la commissaire Marianne Thyssen, ce projet « un même salaire » s'était vu agiter un carton jaune par onze Etats membres qui y voyaient une violation du principe de subsidiarité. La Commission persiste et signe : « Nous devons être capables de réagir au dumping de la même manière que les Etats-Unis. » (F.M.)

Sécurité et défense : pour « une Europe qui défend »

« La puissance douce (le fameux "soft power" européen, NDLR) ne suffit pas dans un voisinage de plus en plus dangereux », plaide Juncker. En pratique, le président de la Commission rappelle que le Traité de Lisbonne permet aux Etats membres qui le souhaiteraient, de coopérer davantage en instituant une « coopération structurée permanente » : « Je pense que l'heure est venue de faire usage de cette possibilité. » Il faut également « un siège unique » pour planifier et mener les opérations civiles et militaires de l'UE : c'est le vieux projet d'un « QG européen », combattu par un Royaume-Uni atlantiste, aujourd'hui sur le départ... Juncker évoque aussi « des ressources militaires communes ». Le propos est prudent, et le projet esquissé pour le futur : ce n'est pas un plaidoyer pour la création d'une « armée euro-

péenne » – une chimère. Enfin, Juncker annonce d'ici décembre la création d'un Fonds européen pour mutualiser et « booster » les efforts de recherche et développement de l'industrie de la défense, dans l'espoir de lui conférer une dimension européenne. Le président rappelle aussi la décision de mettre sur pied un corps européen de gardes-frontières et de garde-côtes. Que les Etats membres devraient rapidement renforcer, exige Juncker. Enfin, la Commission proposera la création d'un « Système d'autorisation et d'information de voyage ». Et le (petit) Centre européen de contre-terrorisme, aujourd'hui installé auprès d'Europol, sera renforcé, promet-il.

PH.R.